

ABONNEMENTS :

(ENVOYÉS FRANCO)

6 mois : (à titre d'essai) 1.25

1 an : 2.25

ETRANGER :

Franchise postale en plus

Travail

Les manuscrits non
signés ne sont pas
insérés.

Les articles signés
n'engagent que
leurs auteurs.

« Après le pain, l'instruction est le
premier besoin du peuple. »
DANTON.

ORGANE OFFICIEL
de L'UNION DES SYNDICATS INDÉPENDANTS de la Province de Liège

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
MAISON DES SYNDICATS
Rue de la Loi, 29, LIÈGE

SOMMAIRE :

1. Communiqués. — 2. A tous les opprimés, salut !
— 3. Notre programme. — 4. Pourquoi sommes-nous
« indépendants » ? — 5. Le socialisme. — 6. Pour-
quoi ? — 7. Un Peuple se Meurt ! — 8. Un anniver-
saire (4 Août). — 9. Pire même que la mort... —
10. Collaboration et lutte de classes. — 11. Antimili-
taristes et Pacifistes. — 12. Escarmouches. — 13.
Echos. — 14. La vie sociale. — 15. Etranger. — 16. Les
Assurances sociales.

A tous les opprimés, salut !

Le « TRAVAIL » vient à vous, amis ;
il est là qui attend l'« ahan » de tous
pour préparer la Paix universelle dans
un monde meilleur.

O Travail ! source de vérité et de
lumière soit, dès ce jour, notre symbole !
Que par la communion étroite de nos
efforts, ton éternelle loi affranchisse l'Hu-
manité !

Qu'elle soit l'Évangile de ceux qui te
présentent leur vie en holocauste !

Que la noblesse de ton rythme, harmonie
sublime des êtres et des choses, inspire
aux patrias que nous sommes le sentiment
de ta Grandeur et de ta Force !

Que ton geste souverain, ô Travail,
abaïsse vers les éternels opprimés, le
flambeau rédempteur.

A vous tous, exploités, salut !

Que « TRAVAIL » apporte l'apaisement
au tumulte de vos cœurs et de vos cerveaux.

Que « TRAVAIL » rende l'Espoir à ceux
qui peinent dur à la tâche et qui ploient
sous le fardeau de l'injustice humaine.

Que « TRAVAIL » soit le salut et la
résurrection morale de ceux qui répudiant
enfin leur oisiveté coupable, voudront con-
quérir à coups de devoirs une place à
l'ombre du Droit.

Que « TRAVAIL » soit le souffle libéra-
teur qui purifiant l'atmosphère sociale
stimulera votre lassitude, ô révoltés !

Que « TRAVAIL » soit pour nous, pro-
létaires conscients de notre sort, notre
seul maître, car lui seul est le grand
pacificateur.

Et maintenant, amis lecteur, reprends
ton burin ou ta plume et vas vers la tâche
interrompue.

Va puiser dans le « TRAVAIL », source
infinie de forces libératrices, la jouissance
du Devoir accompli, des Droits reconquis.

SYNDIC.

CAMARADES,

soutenez et répandez

« TRAVAIL »,

NOTRE PROGRAMME

Nous voulons par notre travail une vie
conforme au respect de la dignité humaine.
En un mot, nous voulons voir le Tra-

vail prendre la première place au Soleil.

N'est-ce pas dans le Travail seul que le
monde entier puise son existence ? N'est-ce
pas dans le Travail que toutes les facultés
de l'être humain doivent pouvoir trouver
leur complète utilisation ?

Il faut, dès lors, que toutes les barrières
érigées comme autant d'obstacles à notre
émancipation intégrale par les préjugés
sociaux disparaissent :

L'Autorité, représentée par les mo-
narques, princes, législateurs, magistrats,
policiers, parasites de la société, vivant
de notre Travail.

Cette autorité qui ne doit sa force qu'à
l'ignorance des masses qu'elle gouverne
est sanctionnée par des lois, et les lois
elles-mêmes sont autant d'entraves à notre
liberté, à notre expansion vers le bonheur.

Hélas ! la loi ne crée pas le droit, elle
le fige et le restreint.

Le Militarisme qui embrigade chaque
année des milliers de citoyens dans les
casernes ; militarisme qui impose la fabri-
cation d'armes, de munitions, d'engins
destinés à semer la mort ; militarisme,
menacé perpétuelle de guerre, accumulant
les ruines sur lesquelles s'érigent les for-
tunes scandaleuses des grands.

Le respect de la propriété qui ordonne
aux citoyens la reconnaissance comme
« biens privés » les revenus illicites de
l'accaparement.

La liberté du commerce qui n'est que
la consécration officielle d'accaparer les
produits de la nature ou du labeur au seul
profit de mercantis insatiables.

L'Impôt sur les salaires don de
flagrante injustice donné par la législature
et que seuls les capitalistes, super-pa-
triotés, à qui la guerre a profité, et donc
les revenus se trouvent exonérés par leur
souscription aux titres de la Restauration
Nationale.

« TRAVAIL » poursuivra son œuvre de
vérité, de bien-être et de justice.

Il défendra les opprimés de la société
marâtre actuelle ;

Il instruira, éduquera et s'attachera à
la diffusion des idées saines ;

Il défendra le système du syndicalisme
fédéraliste ; la centralisation étant l'au-
tonomie de l'autonomie syndicale.

Il combattra toutes les iniquités sociales,
les vautours qui maintiennent des taudis
infects en permanente exploitation, les
exploiteurs de toute robe et de tous poils
qui vivent de l'ignorance et de la santé
publique.

Au public, à la grande masse des tra-
vailleurs organisés nous faisons appel à
leur bonne volonté, à leur appui et le
verbe sera hair.

Pourquoi sommes-nous « indépendants » ?

Nous sommes « indépendants » parce que
nous ne voulons point subordonner notre
action syndicaliste à la politique des partis.

Nous sommes « indépendants » parce que
l'autonomie syndicale nous paraît plus pré-
cieuse que la tutelle d'un parti politique quel-
conque.

La force du prolétariat n'a pas besoin d'un
patronage pour s'exprimer pleinement. Accep-
ter la fusion politico-syndicale, c'est se sou-
mettre d'avance à deux disciplines différentes
d'esprit et de tactique.

Voit-on la possibilité d'exécuter deux ordres
qui peuvent selon les circonstances être con-
tradictoires.

Or la cohésion étant la condition essentielle
d'une bonne organisation, il sied d'éliminer
tout ce qui peut porter atteinte à l'union com-
plète.

Pour ce qui nous concerne, nous les
ouvriers, l'Union complète n'est possible que
sur le terrain syndical exclusif.

Au point de vue économique, les ouvriers
ont les mêmes intérêts à défendre, les mêmes
avantages à obtenir ; tandis qu'au point de
vue politique les divergences d'opinions nous
divisent.

L'exemple nous en est donné d'ailleurs par
nos patrons. Eux ne s'inquiètent point si leurs
collègues suivent tel ou tel drapeau politique.
Non, ils s'unissent par communauté d'intérêts.

Ils ne s'informent pas d'avantage si tel
ouvrier qu'ils occupent partage leur idéal.
Non, ils exploitent indifféremment tous ceux
qui sont susceptibles d'augmenter le bénéfice
entrevu.

Devant les patrons, les ouvriers quels qu'ils
soient ne représentent qu'une machine à pro-
duire et pourvu qu'elle produise bien et bon
marché, la marque importe peu.

Ce réalisme brutal, mais logique, dont les
patrons usent avec sagacité a créé entre les
ouvriers des devoirs de solidarité. Car ne
serait-il pas ridicule, voire criminel, de per-
mettre que nos conceptions philosophiques ou
politiques nous empêchassent de sceller l'union
nécessaire à une action saine et efficace.

L'exemple nous en est donné, pourquoi ne
nous inspirerions-nous point d'une tactique
grâce à laquelle la minorité des capitalistes
résistent si bien aux assauts des travailleurs ?

Oublions donc nos opinions personnelles
pour ne voir devant nous que la machine
exploiteuse qui nous étroit depuis toujours.

Débarassons-nous de cet esprit querelleur
à propos de rien et ouvrons nos yeux tout
grands vers la fraternité.

Évitons de vaines disputes qui ne tendent
qu'à augmenter l'égoïsme et l'incohérence
dans nos organisations et renforcent l'audace
de nos adversaires.

Que les idées philosophiques ou politiques
ne viennent plus éloigner les camarades l'un
de l'autre.

Peu nous importe si notre compagnon ne
pense pas comme vous et moi de la Création
du Monde ou du dernier discours d'Un Tel ;
nous ne voulons voir en lui qu'un ouvrier,
qu'un exploité et par conséquent un « frère de
misère ». A ces titres-là, nous lui tendons la
main.

Soyons logiques avec nous-mêmes, et met-
tons au dessus des démagogies de tribune, la
vie de nos syndicats et des travailleurs.

Soyons « indépendants » et nous le voulons
être parce que l'expérience a prouvé que si
nous aliénions le syndicalisme à la politique
d'un parti nous écarterions systématiquement
de nos organisations tous ceux qui ne pensent
pas comme nous et leur appui matériel et sur-
tout moral nous échapperait.

Voilà pourquoi l'ouvrier doit être syndica-
liste indépendant et s'affilier aux organismes
où ses croyances, son idéal seront respectés.

JYCE.

Camarades, soutenez
et répandez « TRAVAIL »,

LE SOCIALISME (1)

Nous sommes riches dans les sociétés civi-
lisées.

Pourquoi donc autour de nous cette misère ?
Pourquoi ce travail pénible, abrutissant des
masses ? Pourquoi cette insécurité du lende-
main, même pour le travailleur le mieux rétri-
bué, au milieu des richesses héritées du passé
et malgré les moyens puissants de production
qui donneraient l'aisance à tous, en retour de
quelques heures de travail journalier ?

Les socialistes l'ont dit et redit à satiété.
Chaque jour ils le répètent, le démontrent par
des arguments empruntés à toutes les sciences.
Parce que tout ce qui est nécessaire à la pro-
duction — le sol, les mines, les machines, les
voies de communication, la nourriture, l'abri,
l'éducation, le savoir — tout a été accaparé
par quelques-uns dans le cours de cette
longue histoire de pillage, d'exodes, de
guerres, d'ignorance et d'oppression, que
l'humanité a vécue avant d'avoir appris à
dompter les forces de la Nature.

Parce que, se prévalant de prétendus droits
acquis dans le passé, ils s'approprient aujour-
d'hui les deux tiers des produits du labeur
humain qu'ils livrent au gaspillage le plus
insensé, le plus scandaleux ; parce que, ayant
réduit les masses à n'avoir point devant elles
de quoi vivre un mois ou même huit jours, ils
ne permettent à l'homme de travailler que s'il
consent à leur laisser prélever la part du lion ;
parce qu'ils l'empêchent de produire ce dont
il a besoin et le forcent à produire, non pas
ce qui serait nécessaire aux autres, mais ce
qui promet les plus grands bénéfices à l'acca-
pareur.

Tout le socialisme est là !

(1) PIERRE KROPOTKINE.
(La Conquête du Pain).

POURQUOI ?...

Pourquoi les travailleurs de la science
et de l'invention n'ont-ils pu supprimer l'anta-
gonisme des classes sociales ?

Pourquoi laisse-t-on subsister sur un
même sol, entre les mêmes murs, sous un
même toit, cette scission légale de l'humanité
en deux humanités : les exploités et les
exploités ?

Pourquoi, alors qu'il est incontestable
que les producteurs peuvent fournir dix fois le
nécessaire au besoin de tous, il y a-t-il encore
tant de sans-travail sur une terre que ses
détenteurs se refusent à faire féconder ?

Pourquoi il y a encore tant d'affamés
parmi ceux qui cependant fatiguent dur, usent
leurs bras, leurs yeux, leurs cerveaux, leurs
forces, leurs chairs ?

Pourquoi ne reçoivent-ils en retour de
leur labeur qu'un salaire dérisoire au lieu du
prix réel, juste et intégral de leur production ?

Pourquoi il y a-t-il encore tant de
misère physiologique et morale chez nos petits
enfants dont la croissance n'est préparée par
aucune réserve malgré les richesses amoncè-
lées par les générations qui s'en vont ?

Pourquoi l'immense machine du Tra-
vail est-elle propriété privée et légalisée alors
qu'elle ne produit que par nos bras et nos
cerveaux ?

Pourquoi l'égalité des droits entre les
hommes n'est-elle qu'un mensonge ?

Pourquoi la continuité de la production dépend-elle du caprice de l'exploitant ?

Pourquoi le premier venu qui met quelques francs dans une industrie peut-il en être l'associé tandis que l'ingénieur ou le savant, l'artiste, le technicien, le travailleur du bureau ou de l'atelier qui s'y met lui-même avec la valeur de sa vie, avec tout ce qu'il a coûté de dépenses et de soins, avec son instruction, son talent, son intelligence, son génie, sa productivité, n'en sera, au mépris de la dignité et du droit humain, que la chose louée : qu'un **salarié** ?

Pourquoi les travailleurs ne revendiquent-ils pas leur droit au développement intégral de leur personnalité par la libre disposition des moyens d'éducation physique, morale et professionnelle ?

Pourquoi les travailleurs ne font-ils rien pour rentrer en possession du patrimoine de travail et de l'outillage laissé par des générations de travailleurs ?

Pourquoi reste-t-il indifférent à ses droits d'association et de coopération pour l'exécution en commun du Travail ?

Pourquoi n'est-il pas associé plutôt que salarié ?

Pourquoi ne voit-il pas que seul le travailleur produit bien plus qu'il ne lui faut à lui-même, puisque c'est avec ce supplément qu'il ne reçoit pas, qu'il peut non seulement nourrir ses enfants, ses vieillards, ses malades mais encore fournir à l'appétit, au luxe, aux folies, aux accaparements des exploités ?

Parce que le travailleur oublie sa propre force.

Parce que les préjugés enkyloset son énergie et ses facultés de réaction dans une apathie factice.

Parce que trompé par le clinquant des discours, séduit par l'apparat des kermesses sociales, il cesse de réfléchir.

Parce que le capitalisme ne néglige aucun moyen d'entretenir chez le travailleur l'égoïsme et l'indifférence, sachant par expérience que l'ignorance des peuples est le plus puissant facteur de leur faiblesse.

Parce qu'enfin les travailleurs s'entre déchirent au lieu de sceller l'union nécessaire l'association réfléchie, la coopération une et collective.

Parce qu'enfin les travailleurs ne comprennent point les causes de leur infériorité ; parce qu'ils n'entendent rien au **syndicalisme intégral** qui seul en les unissant les préparera à la défense de leurs droits, à la conquête du Travail.

JYCE.

Un Peuple se Meurt !

Les *Izvestia* annoncent que Maxime Gorki, l'illustre écrivain russe, adresse un appel au monde entier en faveur du peuple russe menacé de la famine par la sécheresse qui sévit dans les provinces du Sud. Le patriarche Tikhon s'adresse en ces termes à l'archevêque de New-York et à l'archevêque de Canterbury : « Monseigneur, par votre intermédiaire j'adresse l'appel suivant au peuple des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. La famine règne en Russie, une partie considérable de la population de ce pays est condamnée à mourir de faim. Dans de nombreuses provinces, les blés ont été brûlés par la sécheresse. La famine est accompagnée d'épidémies. Il faut immédiatement les plus larges secours. Toutes considérations d'un autre ordre doivent être laissées de côté. Un peuple meurt et perd son avenir, car la population abandonne ses demeures, ses champs, ses terres, et se retire vers l'Est en criant : « Du pain ! Du pain ! »

Un Peuple se Meurt !

Alerte ! un peuple se meurt ! Voilà le cri d'alarme qui retentit à travers le monde : « Le peuple Russe meurt ! »

Cri poussé par de malheureuses victimes dont le terrible destin se fait le bourreau.

Il est inconcevable qu'un peuple qui depuis plusieurs années souffre, lutte pour conquérir son indépendance ne puisse voir bientôt le terme de son martyre.

Le « blocus », cette barrière humaine qui l'étreint, l'étouffe, se resserre lentement, chaque jour d'avantage.

Ah ! peuple maudit, tu couchas dans l'ombre de la nuit les erreurs d'un passé abhoré.

Tu voulais vivre ta vie libre, indépendante, fraternelle ?

Philosophie de rêveur ! Car le monde nouveau que tu veux instaurer, tu l'accoucheras dans les spasmes de la douleur.

Alerte, un peuple se meurt ! Qu'importe si les échos lointains de l'Univers résonnent aux cris de tes souffrances, peuple présomptueux qui mit tout son espoir dans la foi ardente de la lumière du flambeau de la fraternité.

O, imprudente et naïve victime qui ne comprit pas que les hommes n'étaient pas tous les mêmes ;

Ton passé d'esclave qui te rive au carcan, ton sang versé pour la cause commune, ta chair pantelante ne peuvent attendrir les maîtres du pouvoir.

César domine ! ô peuple, et laisse s'appesantir sa puissance dominatrice. Néron reste avide de spectacles sanglants sur l'arène du monde. Les Philippe II étoufferont tes cris, ils sécheront tes larmes sur le gril de la chambre ardente ou dans les lueurs sinistres d'un auto-dafé. Les Borgia verseront goutte à goutte le poison qui brûlera tes veines afin que ton agonie lente, mais sûre, ne trouble plus la paix du monde et le repos des Grands.

César, Néron, Philippe, Porgia contemporains ; gouvernants, capitalistes, militaristes exécrables dont le rire sadique emplit vos faces hideuses, entendez-vous ? Il faut du pain, des secours, un peuple se meurt !

Oh ! vous n'entendez pas ce sinistre présage ; votre haine implacable poursuit chaque jour, lentement, sournoisement son œuvre de soumission et de destruction.

Vampires ! qui vous rassasiez de la douleur universelle.

Caïns ! le sacrifice fraternel vous fera-t-il craindre Dieu ?

Presse immonde, stripentée, qui se fait la propagatrice du mensonge, de la haine, et, qui chaque jour, accuse ce peuple héroïque de Russie de se débattre dans le désordre, cause de tous ses maux.

Faux démagogues du prolétariat qui se font les soutiens et les complices de l'ordre tyrannique.

Un peuple se meurt !

Cri d'espérance pourtant, le cœur palpitant du prolétariat tout entier vibre et tressaille à l'appel de ta douleur.

Le soleil rédempteur se lève à l'horizon de l'Univers pour éclairer la route aux fils de l'humanité qui se tendent une main secourable et amie.

Sois fier, ô frères de Russie, tu sortiras glorieux de ta lutte invincible pour la Vérité. Peuple, qui brisa tes fers, qui sut l'affranchir du joug despotique pour servir d'exemple au monde civilisé, je te salue, poursuis ta route vers le Socialisme Intégral.

ALFRED BAILLY.

UN ANNIVERSAIRE 4 AOUT

Date inoubliable pour ceux qui l'ont vécue

Pour certain, il serait bon d'en glorifier le jour.

Mais, pour bien d'autres, c'est l'opposé.

Pour les premiers, si un nouveau 4 Aout se déclenchait, ce serait un réenthousiasme pour eux.

Ils pourraient recommencer leur œuvre néfaste d'accaparement, de mercantilisme, de trahison, de lâcheté.

Ils pourraient — pour assouvir leur folie et leur assoiffement d'accumuler des fortunes colossales sur le malheur du monde — reprendre leur vie du temps de l'occupation.

Oui ! pour ceux-là, on devrait organiser des festivités à grands fracas. Vous les remarqueriez dans la masse, débouts, acclamant la « patrie », se découvrant au son de la Brabançonne ou de la Marseillaise, et, au passage du drapeau aux trois couleurs, applaudir les invalides de guerre, alors que pendant les hostilités, ils affamaient les vieillards, femmes, enfants, sœurs, frères et fiancées de ceux qui se faisaient massacrer pour défendre la propriété de ces bandits, trafiquant avec l'ennemi auquel ils vendaient leur produit à prix d'or en privant de nécessaire toute

une population ; s'adonnant aux pires excès de l'orgie et de la gourmandise, ne sachant plus que boire et manger.

Malgré leur fortune illicite et scandaleuse, chaque jour, ils souhaitent une nouvelle guerre.

Etat-Major d'arrière, stratèges de comptoirs, ils étaleront leur hypocrite patriotisme aussitôt disparu devant le veau d'or.

Oui, pour ces « tristes sires », il faut des fêtes....

Pour les seconds, c'est autre chose ; cet anniversaire rappelle de bien pénibles souvenirs.

Des mères pleurants encore leurs fils morts, des femmes leurs époux, des enfants leurs pères, des jeunes filles leurs fiancés ;

D'autres se retrassent les heures tragiques des privations, de la prison, de la déportation, cependant courageusement supportées pendant l'occupation. Oui, ceux là qui durent subir avec une volonté stoïque toutes les souffrances morales et matérielles infligées par les hordes prussiennes et la campagne ignoble de dénominations par de vulgaires mouchards belges, ceux là, dis-je, ne pensent pas aux festivités.

Ils ont toujours vivaces à leurs yeux attristés les spectacles de l'accaparement, de l'exploitation honteuse de ceux qui bénéficièrent de la guerre et qui, sans aucune pitié, jettent sur le pavé ceux qui se sont battus pour défendre les privilèges de ces profiteurs de guerre, soutenus et défendus par tout nos gouvernants.

Finis de rire, Messieurs les bourgeois. Demain la bataille?... Travailleurs ! Que le 4 Aout soit un anniversaire de propagande antimilitariste et non un jour de gloire patriotique.

M. DE MO.

P.-S. — Je lis dans *La Meuse* du 26 Juillet, un discours de M. Devèze, ministre de la défense nationale en l'honneur des soldats belges morts au Havre.

Je souligne, en passant, un point de son discours : « Ils dorment loin de ceux qui les ont aimés et qui les pleurent, enfants de Flandre et de Wallonie, si profondément attachés à la terre patriale, et dont pourtant, aux jours de fêtes traditionnelles, les mamans, les veuves, les fiancées ne pourront pas fleurir les tombeaux. Que les morts reposent en paix ! Les vivants n'oublient pas ! »

En effet, car le soir a eu lieu un dîner de gala offert par M. Devèze. Les mamans, les veuves, les fiancées qui pleurent n'y furent pas invitées !

M. D.

Pire même que la mort...

Je crois, voyez-vous, qu'il faut avoir été soi-même atteint jusqu'à la moelle de la Vie pour bien comprendre et aimer le pays mutilé. Il y a, oui, des choses que je sens et qui échappent à des hommes bien portants, un secret de la France et de l'Europe, que des sens à qui la mort est familière ont comme une grâce particulière à saisir.

Vous qui, depuis dix ans, n'avez cessé de respirer normalement, manger avec appétit, et boire votre pinte de vin, vous aurez beau faire, toute la bonne volonté de votre cœur ne vous donnera pas le goût nouveau que la guerre laisse à la chair humaine. Un goût de brûlure quelquefois, et aussi de gâté, la fadeur moite des agonies précoces, l'âcreté sulfureuse des tissus criblés de cristaux empoisonnés. Mais non, je ne me complais pas dans l'horrible ! Je vous dis que tout autour de moi des multitudes fiévreuses couvent leur mort ! Avez vous jamais pénétré dans un centre de réforme ? Dans un hôpital, les jours de visite des mutilés ? Je vous dis qu'on s'accoutume à tout même à la mort des autres... Oh ! Ce n'est pas pour vous en faire un reproche ! Mais j'exige de vous un regard attentif, et l'examen réfléchi de vos nouveaux devoirs. Car il est grand temps.

... Grand temps ! Selon vous, n'est-ce pas, les pertes de la guerre, ce sont quelques gerbes de milliards, quelques villes calcinées, quelques provinces flétries, quelques millions de morts ?

Je regrette mais je compte fort peu les milliards.

Ce signe postiche incertain, déclinant de la richesse, n'a d'intérêt plutôt pour l'intermédiaire que pour le producteur.

Nos villes et nos campagnes crevées, raclées stérilisées par la stratégie, voilà un deuil, et je le crains, presque irréparable.

Et puis les morts, les millions, les millions de morts... Mais j'aurais la honte à balbutier mal ce que vous recommencerez sans cesse à

déplorer, n'est-ce pas, en vous-même, ce rosaire d'un deuil qui vivra plus loin que vous.

... Pourtant — ne vous indignez pas, ne criez pas au blasphème, cherchez plutôt à voir les choses comme elles sont — il y a ceci qui est pire que la mort : l'héritage des agonies, le pululement du mal à même la vie, l'amoindrissement de la force de résistance chez les survivants, en qui les mauvais traitements subis au front, à l'usine, ont déprécié la qualité de la cellule. Comprenez-vous maintenant la grippe, la peste, l'encéphalite léthargique ? Ces chiffres donnés par Henri Sellier l'autre jour, comprenez-vous leur sens ? Comprenez-vous qu'il y a là une guerre nouvelle qui commence à peine ?

Et la conclusion pratique, la voyez-vous ? Qu'un homme qui, en 1914, pouvait vivre dans un milieu de médiocre hygiène, y meurt aujourd'hui ? Que ses poumons, ses reins, son foie, ses nerfs, son cœur refusent désormais la dose de poison familière du bon vieux temps ?

... Et donc (voilà où j'en voulais venir), que seule une organisation sociale économe peut sauver les peuples européens.

Avant la guerre, le socialisme communisme s'offrait à vous comme un progrès. Or, la guerre lui confère une urgence conservatrice.

Avant la guerre, l'opulence d'une caste n'éclatait que comme une insolence. Aujourd'hui, la richesse des uns, c'est l'assassinat des autres.

La race est intoxiquée. La vie de la foule un danger. Des peuples sont minés de fièvres, menacés d'épidémies, décimés de fléaux lents et sûrs... Mais nos maîtres nous crient : « Produire ! », et dans cette injonction cynique éclate un aveu de haine. Non, produire à l'aveugle, produire en forçat, jusqu'à la mort, n'est-ce pas le devoir du travailleur !

Le premier des devoirs est vivre, vivre avec soin, avec méthode, vivre mèche baissée, ménager la chétive chaleur que la guerre et la peste ont laissés dans les veines des vieilles races : ne pas vivre pour produire, comme vous le demandent vos traitants, mais produire juste pour vivre, et alors proscrire farouchement le luxe autour de vous.

Prolétaires ! quand une auto passe dans l'avenue, laissant dans vos yeux affaiblis la lueur opulente d'une femme décollée, haïssez ! Dites-vous que c'est le signe de la mort de vos enfants qui passe. Et, songeant en vous même à votre abjecte condition, ayez honte de votre classe, qui n'a pas encore osé détruire le crime d'être riche, et qui respire à pleins poumons avec une inconscience de bétail, l'épidémie décapitée de la mort !

Je vous répète qu'il est temps, qu'il est grand temps !

RAYMOND LEFEBVRE.

Collaboration et lutte de classes

Quand le « Syndicalisme » fit son entrée dans le monde, ouvriers et patrons comprirent toutes l'opposition que présentent leurs principes et leurs buts particuliers.

Les premiers conflits ont laissé à nos mémoires la trace vive et sanglante des premiers sacrifices.

Puis un beau jour, exploités et exploités prirent des chemins différents.

Le hasard des routes les fit se rencontrer souvent. Ils se reconnurent sans pourtant se bien connaître et ruse des uns, faiblesse des autres, par condescendance ils cheminèrent côte à côte. Le prolétaire tint compagnie au gros bourgeois. Il l'aida même souvent à franchir les passages difficiles.

Oubliant sa propre faiblesse, aujourd'hui, il va jusqu'à pousser l'auto récalcitrante de ses maîtres.

Collaboration !

Demain, la même auto l'éclaboussera de la boue de chemin. Demain, la même machine l'écrasera.

Attention ! prolétaire. La collaboration est une boîte à surprises... désagréables.

Attention, prolétaire ! Ecoute ! vas de pieds et si la gimbarde ronronnante de tes maîtres est en panne au bas de la côte, continue ton petit bonhomme de chemin ! N'interromps pas ton effort ! Là-haut, si tu le veux, repose-toi au bord du fossé.

Et si la gimbarde réformiste passe, range-toi prudemment.

Elle t'écrasera !...

ST-MARS

Antimilitaristes et Pacifistes

L'armée est l'instrument de la guerre. Pas d'armée, pas de guerre. Vérité qui saute aux yeux. Tant que durera le système capitaliste subsisteront les causes de guerre; mais cependant celle-ci ne pourrait avoir lieu, s'il n'y avait pas d'armée. Pas d'effet sans cause. Ici, pourtant, l'effet est indépendant de la cause et cet effet ne pourrait se manifester, si, en l'occurrence, un troisième élément ne se produisait: l'armée. Dans les temps modernes, la cause primordiale de la guerre est le capitalisme. Celui-ci est synonyme de concurrence, de lutte, de violence, de crime. Pour vivre, les capitalistes doivent s'éliminer mutuellement. Aujourd'hui, à coups de bourse; demain à coups de canon. Ils se repaissent des dépouilles d'autrui. Tantôt ils dévalisent leurs congénères aussi forbans qu'eux et le plus souvent les travailleurs auxquels ils volent la plus-value de leur force-travail. Les deux opérations marchent de pair. Elles découlent de la nécessité où se trouvent les capitalistes d'assurer leur fastueuse existence et d'assouvir leurs appétits de lucre jamais satisfaits. Le marché encombré, la production se ralentit les coffres-forts se vident insensiblement et les dividendes baissent.

On crée alors des débouchés à coups de canon sous l'étiquette mensongère de civilisation. On vole le Maroc, on cambriole la Tripolitaine, on s'empare du Congo, on met le grappin sur les gisements de pétrole, de naphte, etc... On arme à outrance les nations, on lance les peuples les uns contre les autres. La production s'accroît, les coffres-forts se remplissent, les dividendes remontent. Sur les champs de carnage s'abattent, se nourrissent et s'engraissent les hommes de proie capitalistes.

Voilà la cause initiale de la guerre. Les causes d'ordre dynastique ou national sont, de nos jours, secondaires.

Mais toutes ces causes existant, la guerre n'aurait pas lieu, si on n'avait pas le moyen de la faire.

Tous les fournisseurs d'armes, de munitions d'équipements auraient beau l'exiger, on ne se battrait pas parce qu'il serait impossible de le faire sans armée. Si les individus peuvent s'entre-tuer à coups de poing, il n'en est pas de même des nations auxquelles il faut le concours des engins de meurtre.

La suppression de l'armée entraînerait la suppression de la guerre. Celle-ci n'est pas seulement haïssable au point de vue humanitaire; elle l'est aussi au point de vue social, intellectuel, économique. Sans elle nous serions arrivés à un degré de civilisation bien supérieur. Que d'argent, que de vies et partant de ressources, d'énergies, de génies gaspillés sur les chames de batailles! La récapitulation des guerres nous ferait songer en frémissant au monceau d'ossements, à l'océan de sang que ces boucheries ont fait couler sur le monde.

Oui, nous sommes contre la guerre de tout notre cœur, de toute notre volonté, de toute notre raison.

Emile de Girardin qui n'est pas des nôtres écrivait: « La guerre, c'est le meurtre, la guerre, c'est le vol; c'est le meurtre, c'est le vol enseignés et commandés aux peuples par leurs gouvernements. C'est le meurtre, c'est le vol acclamés, blasonnés, dignifiés, couronnés.

C'est le meurtre, c'est le vol soustraits à l'échafaud par l'arc de triomphe; c'est le meurtre, c'est le vol, moins le châtimeur et la honte, plus l'impunité et la gloire.

C'est l'inconséquence légale, car c'est la société ordonnant ce qu'elle défend et défendant ce qu'elle ordonne; récompensant ce qu'elle punit et punissant ce qu'elle récompense; glorifiant ce qu'elle flétrit et flétrissant ce qu'elle glorifie, le fait étant le même, le nom étant différent ».

L'économiste bourgeois J. B. Say disait: « L'existence seule des grands armements pousse à la guerre. Partout les armées ont attiré d'autant plus la guerre et les maux qui l'accompagnent qu'elles ont été plus redoutables. Il n'en est aucune qui ait préservé son pays de l'invasion ».

Légitimité de l'armée est synonyme de légitimité de guerre. Qui est contre celle-ci doit être contre celle-là.

A. S.

Camarades, soutenez

et répandez "TRAVAIL"

ESCARMOUCHES

L'employé et le dactylographe dînent maigrement dans un coin du bureau de la maison Dubois.

TITINE. — Dihez, Moncheu Nestor, les frites sont d'djà totès freüdes.

NESTOR (la bouche pleine). — Pout rin mi.

TITINE. — Dji n'aveus nin d'djà trop faim. Iye, quéle misère de magni ainsi. Et l'cok-mâr, don?

NESTOR. — A costé d'vos...

TITINE. — Awè dai! Wisse adju m'tiesse parè...

NESTOR. — So vosse s'pale scûrmin't...

TITINE. — Dihez don, savez-ve bin qui l'chef ènn' è va.

NESTOR. — Enn' è va? Djoris? Poqwè don?

TITINE. — Bin, i n'mi l'a nin dit savez, mins dj'ôs bin qu'a siu trovê Moncheu Dubwès po z'esse rimonté et qui Dubwès n'a rin volou ètinde. Si bin qui l'chef qu'a s'firté s'a r'noncié et qu'ènn'iré.

NESTOR. — C'est bin risquant, çoulà! A-l-i n'plèce de mon.

TITINE. — Dj'ènn' è sés rin. Mins i n'a nin mèsâhe d'avu sogne; ine ome capâbe come l'w'ènn' è trovè dth' po eune.

NESTOR. — Awè! c'est vrye! Dji m'ovins qu'on li a d'mandé po z'entrer à l'novèle fabrike di sol Grand-Plèce et qui...

DJORIS (intran). — Bon appétit, vos deûs!

LES DEUS AUTES. — Merci, parèyumint.

TITINE. — Volez ve ine frite? Elles sont freüdes savez!

DJORIS. — Nèni, merci, dji n'a nin faim, dji sos s'assez r'pahou ainsi.

TITINE (hardÿe). — A rive del pône, chef?

DJORIS. — Del pône, bin todis n'miyette qwand on candje di maisse.

TITINE. — Vos nos alez qwiter?

DJORIS. — Awè, m'feye! Qui volève, Dubwès ni m'vout nin r'monter. I dit qui n'w'ange nin assez po m'payi come dj'el mérite.

TITINE. — C'est vrye, il est si paûve, èdon? Avez v'vèyou l'novèle robe da Madame. C'est po l'mon l'treuzinme qu'èle sitreume dispoÿe li meûs passé.

NESTOR. — Et l'novèle moto qui l'fi a raminé, ir!

LE CHEF COMPTABLE. — Ça, si Madame gaspille...

TITINE. — C'est qu'elle li pout fé.

UN EMPLOYÉ. — Bin! Je n'ai pas à me plaindre de mes appointements, moi!

TITINE. — Nèni! C'est po çoulà qu'ovrez après djournÿe disqu'à dès dih-onze èures.

(AU CHEF COMPTABLE). Et vos, poqwè n'fève nin come lu, don vos?

LE CHEF COMPTABLE. — Moi? Je gagne assez.

TITINE. — Tins, c'est drole çoulà. Vos wangri'z assez so hut èures et voss' camarade ni wangne nin co po magni dès bon boure tot z'ovrant pusse et...

LE DESSINATEUR. — Oui mais, oui mais! Si ça lui suffit!

TITINE. — Tatata! Ir, èl fabrike di m'fré, i z'ont r'monté leu djournÿe et rabahi les èures d'ovèdje. Si bin, èdon, qu'astèare i wangnèt ottant tot z'ovrant mons.

L'EMPLOYÉ. — Mais ce n'est pas la même chose, hein Titine.

TITINE. — Tins! Poqwè don çoulà. C'est co pé! Ca vos autes, vos avez d' l'instruction et v'z' estez pus mâ lodji.

LE CHEF COMPTABLE. — Oui, les ouvriers se mettent en grève et se font remarquer par leur violence.

TITINE. — Et vos autes, vos v'fè r'marquez po des phénomènes. A l'heure qu'il est, li djournÿe est d'hut èures tot costés et tot l'monde si fait r'monter.

LE CHEF COMPTABLE. — Savez-vous bien Titine que vous êtes une belle révolutionnaire...

TITINE. — Awè! c'est bon, wârdez vos galgûtsoutes po Mam'zelle Dubwès.

LE CHEF. — Si vous saviez vous y prendre, converti par vous, je me syndiquerais tout d'suite.

TITINE. — Ah! Ah! Vos, syndiqué tot d'suite? Et bin c'est bin simpe, èdon, kimincîz turtos et dji v'baheré à picète.

L'EMPLOYÉ (empressé). — Que faut-il faire?

TITINE. — Et bin, alez-s'troover M. Dubwès et disîndez-li di m'féfer dès coûses sol côp d'doze èures. (Èle si sève).

I sorte

NESTOR ET TITINE (à Djoris). — Merci! savez Moncheu Djoris! Adon, vos n'alez nin Djoris. — Mi, ènn'aler. (Tot bas). C'esteût s'tine conyonâde, èdon, vos ènocints!

NESTOR. — Kimint!

TITINE. — Tèhiz-ve, alez!

DJORIS. — Fât savu s'y prinde dal avou des djins parèye. Mins tot l'minme à syndicat on va fé dès lādjes olÿs!

NESTOR. — Kimint v'z'estez syndiqué paré?

TITINE. — Dispoÿe qwand don?

DJORIS. — Dji l'a todis s'tu!

TITINE. — Et vos n'el dihîz nin?

DJORIS. — Dji rawârdève li bon moumint.

NESTOR. — Et v' l'avez trové. Dihez, pout-

dju rintre à vosse syndicat?

TITINE. — Et mi?

DJORIS. — Awè, don!

TITINE. — Marquez nos tos les deus so l'lisse. Dji comprinds mi qu'jamâye, qu'on s'deut d'ner l'main po restamper tos les Dubwès qu'nos s'trognèt.

NESTOR. — Come c'est bin fait don l'syndicat.

DJORIS. — Vos n'avez co rin vèyou!...

PIÈD'POIL.

ÉCHOS

La dette publique de la Ville de Liège au 31 Décembre dernier était de 327.475.000 francs, soit : fr. 1.983,00 par tête d'habitant.

Nous supposons qu'on donnera la « note détaillée » à nos anciens et nouveaux riches qui combleront ce formidable « trou » dans la Caisse Communale. Voire, dirait Panurge.

Les fêtes publiques. — Les sports et les arts sont des facteurs d'élevation intellectuelle, s'ils sont pratiqués avec goût et méthode. Chacun a le droit d'en jouir. Erreur!

La « Cité ardente » comprend si bien son rôle d'éducation sociale que lorsqu'elle organise des festivités populaires, elle fixe des droits d'entrée formidables qui en écartent le bon « populo ».

Et d'aucuns nient la lutte des classes quand celle-ci fait sentir l'inégalité même dans les fêtes publiques?

Place aux riches! Place aux puissants!

Le remorqueur « Atlas ». — Des gens qui n'ont pas de chance ce sont les « héros » du remorqueur « Atlas », de célèbre mémoire, qui firent tant parler d'eux pendant l'occupation.

Les « pauvres » ne furent même pas congratulés lors des dernières fêtes nautiques. Simple oubli des organisateurs, sans doute, mais aussi quel « charivari » de syrènes. Il est vrai que nous ne sommes plus au temps de l'occupation, alors...

Dans la Police. — A Liège il est question de substituer la matraque au sabre. De même qu'à Paris, nos sergots seront à bref délai armés du révolver. De la sorte, lors des événements semblables à ceux de 1912 se renouvelleront, les défenseurs de l'ordre (!) pourront prêter leur aide efficace aux rata-poils de la caserne St Léonard.

Quant au « passage à tabac », il est toujours à la mode dans les permanences de police de la « Cité ardente ».

Par conséquent, même mentalité policière partout.

Argent bien gagné! — Le 16 Juin, 10 députés sur 186 assistaient à la discussion de la loi de la Bienfaisance publique. Le 22 juin 6 des représentants restaient en séance à 4 h. 30. 10 députés étaient présents à la discussion du budget scolaire. Le 7 juillet à 5 h., 20 honorables (sic) restaient en séance. A cette dernière, plusieurs députés et ministres étaient vraiment couchés dans leur banc.

Après cela, nombre de ces gens feront obstruction au sujet des 8 heures de travail pour la classe ouvrière et parleront des salaires pharamineux payés aux travailleurs manuels. Nous ne croyons pas qu'aucun de ces derniers soit payé au taux de 15000 francs l'an pour effectuer à peu près deux heures de travail par jour à l'instar des pitres du tréteau parlementaire.

Chambre des Représentants, 20 Juillet 1921. Devève. — « Des raisons de conscience les (les prêtres) empêchent de remplir la tâche du service armé ».

N'y a-t-il pas aussi des raisons de conscience et de nécessités familiales que pourraient invoquer les prolétaires pour ne pas pourrir dans les casernes ou se faire trouer la peau au profit des exploités?

Eh allez donc. — Le 12 Juillet. « M. Vandervelde, ministre de la Justice, propose l'inscription au budget d'un crédit de 100.000 francs destiné à faire l'historique des actes de cruauté commis pendant la guerre en Belgique ». Avec ce nouveau catéchisme le patriotisme d'Etat les éducateurs officiels pourront

prêcher la haine. Cela fera peut-être oublier les glorieux généraux assassins français et autres. Nos félicitations au pape de la II^e pour son geste!

A vos poches prolétaires. — Chambre du 15 Juillet 1921. — M. Theunis, ministre des finances: « Indépendamment des sacrifices faits jusqu'à présent, il convient de ne pas nous dissimuler que de nouveaux sacrifices seront à consentir même après le vote des nouveaux impôts qui vous sont proposés cette année. Nous serons amenés, l'an prochain, à demander aux Chambres de nouveaux impôts encore, si nous voulons des budgets absolument sains ».

Quand les budgets seront absolument sains les travailleurs seront complètement malades.

Humeur. — La vague de chaleur dont nous sommes gratifiés depuis quelques temps a fait innover de multiples systèmes frigorifiques.

C'est ainsi que nous avons pu voir au conservatoire, lors de la reddition des prix aux élèves des écoles primaires, un professeur de musique dirigeant l'orchestre le bâton d'une main... un éventail de l'autre. Décidément, M. Dautzenberg a des trouvailles qui ne manquent pas d'humeur.

Le sursalaire. — Le travailleur ne doit pas vivre au jour le jour et s'il est vrai que l'esprit d'économie lui fasse parfois défaut, on le lui insufflera beaucoup mieux en élargissant ses profits qu'en l'obligeant à végéter sans nulle sécurité du lendemain et à vivre de son travail sans goûter aux plaisirs de la vie. Tout le monde convient, aujourd'hui, qu'il est juste d'élargir l'existence de l'ouvrier. Il est donc juste, et c'est là qu'est le remède, d'élargir les revenus qu'il demande à son dur labeur.

(La Dépêche, de Toulouse.)

LA VIE SOCIALE

Syndicat des Mécaniciens

L'assemblée générale qui devait avoir lieu le 14 est remise au Dimanche 21 Août à 9 1/2 heure en son local, rue de la Loi, 29, par suite des fêtes du 14 et 15 Août.

ORDRE DU JOUR :

Lecture du procès-verbal; admission de nouveaux membres; rapports du Comité concernant le « groupe de l'action contre la guerre; divers.

Causerie par le camarade Demoulin.

Sujet: but du syndicalisme.

Dimanche 17 Juillet, a eu lieu l'assemblée générale mensuelle. Deux nouveaux membres ont été nommés du Comité en remplacement de démissionnaires.

Le secrétaire a fait rapport sur les travaux du trimestre écoulé et les vérificateurs ont donné lecture de leur conclusions. Celles-ci ont reçu l'approbation unanime de l'assemblée.

Dorénavant, l'assemblée générale aura lieu le second Dimanche du Mois.

Les membres ont ratifiés une proposition du Comité portant l'indemnité de grève à 6 fr. par jour; en plus de ces 6 fr. tout gréviste ayant charge de famille, recevra fr. 0,50 par personne: exemple, le marié aura fr. 6,50, avec un enfant 7 fr. et ainsi de suite.

Le célibataire qui a sa mère à charge est considéré comme marié. Il recevra en outre un supplément s'il a charge de frère ou sœur en dessous de 14 ans.

Il a été donné connaissance des dernières circulaires du Fonds national de crise.

Devant les protestations de divers membres chômeurs, le secrétaire a demandé confirmation par circulaire de l'obligation de se faire contrôler deux fois par jour, attendu que d'autres associations ne se conforment pas à ces prescriptions.

Réponse vient de parvenir. Elle confirme l'obligation du double contrôle et annonce que des mesures seront prises à

l'égard des associations qui ne l'observeraient pas.
Attendons avec l'espoir qu'il n'y aura pas deux poids et deux mesures.

LA PROPAGANDE

Différents camarades se plaignent de l'intolérance de certains de leurs collègues de travail.

Ceux-ci vont jusqu'à vouloir nier le titre de syndiqué aux membres qui font partie du syndicat des mécaniciens.

Rappelons à ces camarades qu'il existe une brochure relatant la vie du syndicat depuis sa fondation (1886).

Cette brochure, éditée par le camarade F. Honay, fondateur avec quelques autres amis, retrace les luttes entreprises contre la société bourgeoise et en particulier contre nos patrons, qui avant la guerre, nous contestaient le droit d'association. Ils y puiseront la force de résistance contre les persécutions (d'où qu'elles viennent) et servira à répondre victorieusement, à toutes les calembredaines débitées par des sectionnaires et chefs-sectionnaires.

Propageons cette brochure; faisons connaître aux quelques égarés par le fanatisme politique que nous ne les avons pas attendu pour entreprendre la lutte contre l'injustice et aussi que nous n'avons pas à subir leurs injonctions.

Répandre l'histoire des mécaniciens, c'est le meilleur moyen de faire réfléchir certains saturés de fanatisme.

Toujours dans le même domaine. Il est un devoir pour tous les camarades et en particulier pour les délégués d'ateliers et sectionnaires de faire parvenir au bureau tous les incidents qui se passent dans les ateliers.

Nous possédons aujourd'hui notre journal, et nous nous en servons pour exposer au public les beautés du régime actuel. Pour que *chacun* y trouve son compte, nous comptons sur le concours de tous; qu'ils nous envoient en quelques notes les faits qui méritent d'être signalés.

LA CRISE

Il fut un temps où quelques ouvriers de l'exploitation à laquelle ils étaient soumis, tentèrent de se coaliser pour résister aux menées capitalistes.

Cet effort n'eut que des résultats partiels parce qu'ils se heurtèrent à l'indifférence ouvrière et aussi aux méthodes répressives du patronat. Malgré les persécutions et le boycottage, malgré les amendes et la prison, malgré les coups, ils tinrent bon.

Cette volonté de fer, cette inébranlable foi en avenir eut son couronnement il existe aujourd'hui des syndicats qui souvent font preuve de vitalité et démontrent au patronat en général qu'il y a quelque chose de changé dans la conscience ouvrière.

Mais au fur et à mesure que le nombre de ces camarades grandissait et comprenaient la nécessité de l'organisation, le patronat essaya d'autres armes. Il forma lui aussi des organisations dites « en faveur de l'ouvrier ».

Ces œuvres (mutualités, caisse de pensions, économat, eurent leur temps de succès, c'est-à-dire, qu'elles réussirent pour un moment à détourner l'attention de l'ouvrier de son organisation. Heureusement s'en est fini aussi, mais il reste les syndicats politiques. Ceux-ci ne servent qu'à entretenir la division ouvrière et la propagande qu'ils font pour attirer les adhérents ne se fait qu'à coup de billets de cent sous. Et là est le mal.

Alors que nos encêtres, nos précurseurs en syndicalisme, luttèrent pour un idéal, sans espoir d'indemnités, aujourd'hui, à part quelques grèves de solidarité, on ne lutte que pour des questions d'intérêts directs et encore parce que l'indemnité de grève est là.

Un exemple frappant apparaît à nos yeux avec la crise que nous traversons. Les premières questions qui nous sont posées sont : à savoir le taux de l'indemnité la durée du stage, le taux de la cotisation. Alors on calcule si dans telle ou telle orga-

nisation le membre se trouvant dans les mêmes conditions de famille ne reçoit pas un peu plus. Voilà pour la plus part du temps à quoi se résume le vade-mécum de ces « syndicalistes ». Les sectionnaires sont accablés de questions qui toutes dénotent une préoccupation d'intérêt particulier.

Il est temps, camarades, de réagir contre cet état d'esprit, il est temps qu'intervienne une plus saine compréhension du syndicalisme, et pour l'avenir, tâchons de comprendre qu'on n'abattrà pas le régime odieux que nous subissons à coup de pièces de cent-sous, mais à force de volonté et d'énergie. Ce n'est qu'imprégné de cette idée que nous parviendrons à instaurer une société où sera supprimée l'exploitation de l'effort humain.

E. W.

Mouvement du chômage aux Mécaniciens

Pendant le trimestre écoulé

Chômeurs : 57 complets ; 40 partiels.

		Sommes payées
Avril : journées	128 — 71	6260.50
Mai »	211 — 136	9937.50
Juin »	173 — 153	8953.50
		25151.50

Syndicat des Ouvriers Ardoisiers de Liège et environs

La RÉUNION MENSUELLE aura lieu le **Dimanche 14 Août 1921, à 10 h. du matin** en son local, rue de la Loi, 29.

ORDRE DU JOUR :

Payement des cotisations et divers.

Union professionnelle des Travailleurs du Bois, du Bâtiment et de l'Ameublement de Liège et environs

Local : MAISON DES SYNDICATS, Rue de la Loi, 29

Par suite des jours de fête des 14 et 15 août (Assomption), l'assemblée mensuelle est postposée au Mardi 16 Août, à 5 1/2 heures.

Ordre du jour : 1. Procès-verbal ; 2. Décision à prendre concernant l'indemnité de grève ; 3. Caisse de prévoyance et de solidarité (obligatoire ou facultative pour chaque membre) ; 4. Comité d'action contre la guerre (dispositions à prendre) ; 5. Questions diverses.

AVIS. — Il est rappelé aux membres que pour avoir droit aux indemnités de grève ou de chômage, il faut être en règle de cotisations.

Tant pis pour les négligents, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

LE COMITE.

Outillage en vente : Fers de rabots, ciseaux, limes à scies, tenailles, lames à scies.

Comité de Propagande et d'Action (C.P.A.)

RÉSULTATS

Formé le 9 Mai, il a tenu huit séances au cours desquelles il a décidé 23 délégations auprès d'ouvriers non syndiqués, ce qui valut un grand nombre de nouveaux adhérents.

Quatre délégations chez les patrons : 1^{re} et 4^e délégation, motif : suppression du travail de la sculpture à domicile.

Résultat : 1^a suppression est acceptée et admission d'un délégué pour le contrôle des ateliers.

2^{me} délégation. — Motif : Renvoi du délégué et propos désobligeants à l'adresse du syndicat. Résultat : Réintégration du délégué et excuses.

3^{me} délégation. — Motif : Paiement de salaires en dessous du tarif syndical. Résultat : Augmentation de fr. 0,10 à l'heure pour tout le personnel.

D'autres délégations sont en cours.

Le C. de P. et A. fait appel au concours des camarades pour se faire inscrire à l'œuvre d'amélioration que nous poursuivons.

LE COMITÉ DE P. ET A.

Maison des Syndicats

Société Coopérative

Dimanche 24 Juillet s'est tenue l'assemblée générale semestrielle. Le secrétaire a donné lecture du procès-verbal qui a été admis sans observations.

Le secrétaire fit rapport sur les travaux du Conseil depuis la dernière assemblée en janvier. L'assemblée constate avec satisfaction que le vœu qu'elle avait émis a été réalisé dans son entièreté ; c'est-à-dire, l'appropriation complète de l'immeuble.

Le trésorier a donné connaissance du rapport sur la situation financière. Il en résulte que la société est en bonne voie et marche en progrès.

On constate aussi que plusieurs nouveaux groupes et syndicats sont locataires de la société.

Le Conseil d'administration présentait un règlement d'ordre intérieur. Sur la proposition de plusieurs membres, l'assemblée décide de mettre ce règlement en discussion dans les groupes actionnaires et qu'il sera affiché afin que tous les membres puissent en prendre connaissance. Les observations seront présentées au Conseil d'administration qui avisera. Si, un mois après l'assemblée, aucune objection n'est faite, le présent règlement sera adopté.

Syndicat des Services Publics

Pleurez, pleurez mes Yeux... (Le Cid)]

A nos Membres,

Après deux années d'existence et de labeur « La Régie » disparaît. Ce qui nous tranquillise, c'est qu'elle meurt de sa douce mort, en pleine quiétude, laissant derrière elle un passé sans tâche, un passé de lutte, un monument d'éducation : c'est notre œuvre.

Ne l'avions nous pas promis dans notre déclaration de principe en Juillet 1919 ? Nous avons tenu parole, puisque pour nous la parole est sacrée.

Nous avons été redoutables pour nos adversaires, d'implacables justiciers pour ceux qui abandonnaient ou méconnaissaient les sillons de la Justice et du Droit. Nous avons défendu avec une âpre énergie les intérêts de nos camarades des services publics.

Nous continuerons sans faiblesse notre tâche si noblement ébauchée ; notre passé répond aujourd'hui de l'avenir : il sera notre livre de lois.

Notre mission n'est pas terminée, elle n'est même pas suspendue, au contraire, elle s'est consolidée.

Malheur et désillusion pour ceux qui chantaient en sourdine le « de profundis » ou composaient l'épithète qui devait orner le socle de notre mausolée.

Rassurez-vous, camarades, cette nécrologie n'est que le « Hosana » qui raffermira notre action ; nous ne mourons que pour renaitre de nos cendres.

La « Régie » entre dans le « Travail » pour que ces deux abjectifs se juxtaposent.

Tout par le Travail écrivons-nous au frontispice de la « Régie » ; nous gardons le « Travail », car le travail ennoblit l'homme, et nous n'abandonnons pas davantage la régie qui fixe un point fondamental de notre programme de principe.

Voilà pourquoi nous adoptons « Travail » pour être plus complet et où notre action sera plus étendue, plus vaste et partant plus efficace ; nos critiques, nos plaintes, mieux entendues et proclamées par la masse de syndiqués.

Aidés de nos camarades de l'Union des Syndicats notre travail sera plus fécond, notre vie syndicale plus intime ; nous restons frères dans la lutte sans paraître étrangers.

« Travail » étant l'organe de l'Union des Syndicats Indépendants l'est de tous les membres des groupes affiliés. Les camarades comprendront que les colonnes du journal fédéral étant ouvertes à tous, tous sont admis à y exposer leurs griefs par le canal de leurs organisations respectives et peuvent avoir recours à la compétence bienveillante du nouvel organe fédéral.

ALFRED BAILLY,
Secrétaire du Syndicat des Services publics.

La Vie des Crêches

Nous avons signalé dans la « Régie » (édition de Mai 1921) l'attitude brutale de la directrice de la Crèche Lepage, rue des Armuriers, vis à vis de son personnel.

Nous posons même certaines questions soit d'ordre administratif, soit de caractère politique.

A vrai dire, nous espérons une réponse à nos questions claires et précises et très obligeamment (pardon à notre candeur) nous mettions les colonnes de notre « Régie » à la disposition des intéressés en cause.

Nous avons été déçus, car en certain cas le silence est d'or... et souvent prudent.

Il nous reste à compléter notre information.

A peine la malheureuse berceuse (l'épouse R...), victime des brutalités de la directrice, était-elle transférée dans une autre Crèche pour être soustraite à la vie d'enfer de l'établissement de la rue des Armuriers qu'une jeune fille (M^{lle} D...) subissait le même sort de cette mégère.

Décidément cette directrice a la « phobie » de la vengeance sur ses surbordonnées, car c'est la sixième victime que nous comptons pour des actes de l'espèce. Etonnez vous donc que nous soyons indignés, non seulement parce qu'il s'agit de nos membres, spécialement, mais parce que le silence observé par le Conseil Communal nous paraît bien étrange, alors que des Conseillers, des Socialistes, notamment, connaissent les faits. (Il

font l'objet de conversations au comptoir de la coopérative, rue St-Léonard).

Il est à croire que la puissance de cette directrice est bien grande en « haut lieu » pour qu'elle puisse se permettre impunément de défier nos mandataires avec une pareille outrecuidance ?

Il n'est pas de Crèche ou des faits comme ceux que nous avons signalés nous soient révélés ; peut-être y aurait-il exception quant à la répression pour celle-ci.

Chose plus étrange et qui montre la situation sous son vrai jour, les « fortes têtes » déplacées reçoivent les éloges des directrices des établissements où elles furent versées, Alors, quoi ?

Nous réclamons une enquête et demandons que les ouvrières dont nous tenons les noms à la disposition du Collège soient entendues contradictoirement avec la directrice, il nous faut la lumière et nous n'aurons de cesse tant que justice ne soit rendue.

CRICRI.

ÉTRANGER

ITALIE.

La convention de Washington relative à la durée de la journée de travail.

Un discours de M. Baldesi à la Chambre des Députés.

Dans un discours prononcé récemment à la Chambre des Députés, M. Gino Baldesi, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, a fait un examen de la situation économique et sociale en Italie. Parlant des problèmes ouvriers, il a critiqué les efforts tentés par les industriels pour réduire les salaires et augmenter la durée du travail.

« Pendant la guerre, a-t-il dit, on a fait de belles promesses à la classe ouvrière et l'on a créé l'Organisation Internationale du Travail aux travaux de laquelle j'ai participé. A Washington, on a adopté, à la majorité des deux tiers des représentants des Etats un projet de convention pour la journée de huit heures. Cette convention aurait dû acquiescer force de loi dans chaque Etat.

« Or, l'Angleterre a commencé par déclarer qu'il n'est pas facile de transformer en une loi la Convention de Washington, étant donné qu'il n'est pas possible de se contenter du petit nombre de dérogations admises par la Convention.

« En ce qui concerne l'Italie, on peut prévoir l'esprit dans lequel sera conçue la loi de huit heures, les industriels ne faisant aucun mystère de leur intention de revenir à la journée de dix heures.

« Qu'on ne dise plus qu'avec la journée de dix heures on produit d'avantage ! J'aurais recours, pour combattre cette affirmation, à un document publié par l'Organisation Internationale du Travail, relativement aux résultats d'une enquête entreprise par elle, en cette matière, et déclarant que « l'adoption de la journée de huit heures a eu une influence favorable sur la production ».

« Quelqu'un m'a interrompu pour faire allusion à la crise des transports.

« Je rappellerai à mon interrupteur que, reprenant une ancienne proposition de M. Lubin qui fut président de l'Institut international d'Agriculture, j'ai moi-même demandé à la Conférence de Washington que les moyens de transports fussent soumis à un contrôle. Et pourquoi y a-t-il une crise des transports par mer ? Parce que pleine liberté ayant été laissée à l'initiative industrielle, pour les constructions navales, le tonnage, qui était en 1914 de 45.401.000 tonnes, est déjà monté en 1920, malgré les pertes dues à la guerre sous-marine, à 53.905.000 tonnes, ce qui accuse une augmentation de 8 501.000 tonnes.

« Il est donc tout naturel que nous demandons le contrôle des industries, puisque, quand vous disposez de matières premières et de marchandises, vous produisez, vous faites de gros placements, vous engagez des ouvriers sans compter et que, dès qu'une crise se produit, vous invoquez le secours de l'Etat et demandez la collaboration des socialistes ».

M. Baldesi conclut en disant que les socialistes combattront le système actuel de production et insisteront pour que le contrôle ouvrier des industries soit adopté au plus tôt. (Battaglia Sindacali).

Joseph MARTIN

TAPISSIER-GARNISSEUR

Rue du Laveu, 177, LIÈGE

Réparation de Ressorts, Lits, Fauteuils

CANAPES & CHAIRES BOURRÉES

Travail soigné

Prix modérés

Imp. Jamar, Bressoux.